



SOUS-PREFECTURE DE GRASSE

Direction de la Réglementation
Bureau des associations
3 Avenue du Général de Gaulle
06131 GRASSE
04 92 42 32 47

Le numéro W281001220
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION
de l'association n° W281001220

Ancienne référence
de l'association :
0281013366

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Sous-Préfet de Grasse

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **26 novembre 2015**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS, SIEGE

dans l'association dont le titre est :

ANFUC ASSOCIATION NATIONALE DE FORMATION UROLOGIQUE CONTINUE

dont le nouveau siège social est situé : **INSTITUT ARNAULT TZANCK**
139 rue DU DOCTEUR DONAT
06700 Saint-Laurent-du-Var

Décision(s) prise(s) le(s) : **19 septembre 2015**

Pièces fournies : **liste des dirigeants**
Procès-verbal
Statuts

Grasse, le 07 janvier 2016

Le Sous-Préfet de Grasse

POUR LE SOUS-PRÉFET
LE CHEF DE BUREAU
DE LA RÉGLEMENTATION
REG B 48



M. Bouquet

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5, 6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés. Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.